Agora débats/jeunesses

Mutation de l'animation socioculturelle

Mustafa Poyraz

Citer ce document / Cite this document :

Poyraz Mustafa. Mutation de l'animation socioculturelle. In: Agora débats/jeunesses, 35, 2004. Sociabilités juvéniles et construction de soi. pp. 76-87;

doi : https://doi.org/10.3406/agora.2004.2160

https://www.persee.fr/doc/agora_1268-5666_2004_num_35_1_2160

Fichier pdf généré le 05/04/2018

Résumé
Faciliter l'accès à la culture et à l'éducation de chacun, tout en préservant un espace souple et non rationalisé, constitue la base de l'animation socioculturelle. Le premier paradoxe provient du fait qu'il est difficile de résister au processus d'institutionnalisation puisque la profession d'animateur fait partie d'un ensemble de pratiques sociales de plus en plus façonnées par les institutions. Le deuxième paradoxe concerne l'évolution de son champ d'intervention. L'animation socioculturelle souhaite apporter ses valeurs provenant de l'éducation populaire vers les quartiers populaires afin d'y développer la dimension culturelle et éducative ; elle dévie parallèlement de plus en plus vers un champ purement social et institutionnel. La précarisation de la situation des animateurs et l'absence d'un espace de capitalisation des expériences accentuent la complexité de l'animation.

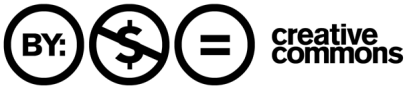
Abstract
situation and the lack of a space of capitalisation of the experiences increase the complexity of the activity.

Resumen
Mutación de la animación sociocultural

Facilitar el acceso a la cultura y a la educación de cada uno, preservando a su vez un espacio flexible y no racionalizado, constituye la base de la animación sociocultural. La primera paradoja proviene del hecho que es difícil resistir al proceso de institucionalización ya que la profesión de animador hace parte de un conjunto de prácticas sociales cada vez más labradas por las instituciones. La segunda paradoja concierne la evolución de su campo de intervención. La animación sociocultural desea aportar sus valores procediendo de la educación popular hacia los barrios populares a fin de desarrollar allí la dimensión cultural y educativa ; desvía paralelamente cada vez más hacia un campo puramente social y institucional. La precariedad de la situación de los animadores y la ausencia de un espacio de capitalización de las experiencias acentúan la complejidad de la animación.

Zusammenfassung
Mutation der sozio-kulturellen animation

Den Zugang zur Kultur und zur Erziehung für jeden zu erleichtern bei Beibehaltung eines flexiblen und nicht rationalisierten Umfeldes bildet die Grundlage der sozio-kulturellen Animation. Das erste Paradox besteht darin, dass es schwierig ist, dem Prozess der Institutionalisierung Widerstand zu leisten, da der Beruf des Animateurs Bestandteil von sozialen Praktiken ist, die von den Institutionen immer mehr geprägt werden. Das zweite Paradox betrifft die Entwicklung ihres Arbeitsfeldes. Die sozio-kulturelle Animation möchte ihre Werte aus dem Umfeld der Volkserziehung in den Arbeitervierteln umsetzen, um dort die kulturelle und erzieherische Dimension zu fördern ; sie driftet parallel zunehmend in Richtung eines rein sozialen und institutionellen Umfeldes ab. Die Unsicherheit der Situation der Animateure und der fehlende Raum für die Kapitalisierung der Erfahrungen verstärken die Komplexität der Animation.


BY:
creative
commons

MUTATION DE L'ANIMATION SOCIOCULTURELLE

Faciliter l'accès à la culture et à l'éducation de chacun, tout en préservant un espace souple et non rationalisé, constitue la base de l'animation socioculturelle. Le premier paradoxe provient du fait qu'il est difficile de résister au processus d'institutionnalisation puisque la profession d'animateur fait partie d'un ensemble de pratiques sociales de plus en plus façonnées par les institutions. Le deuxième paradoxe concerne l'évolution de son champ d'intervention. L'animation socioculturelle souhaite apporter ses valeurs provenant de l'éducation populaire vers les quartiers populaires afin d'y développer la dimension culturelle et éducative ; elle dévie parallèlement de plus en plus vers un champ purement social et institutionnel. La précarisation de la situation des animateurs et l'absence d'un espace de capitalisation des expériences accentuent la complexité de l'animation.

Mustafa Poyraz
Docteur en sociologie, chargé de cours à l'université d'Évry-Val d'Essonne
Courriel : PoyrazM@aol.com

DÉVELOPPEMENT ET INSTABILITÉ

Le champ de l'animation socioculturelle ne cesse de s'élargir et de se diversifier depuis son apparition dans les années 1960. Parallèlement, le nombre d'animateurs se multiplie de façon rapide. En 1972, la revue *Esprit*[1] avançait le nombre de 15 000, en 1989, Geneviève Poujol[2] annonçait celui de 55 000. Aujourd'hui, les spécialistes de la question ont du mal à évaluer le nombre exact des professionnels de l'animation. Jean-Claude Gillet cite[3] un document de l'Observatoire des professions de l'animation (OPA) de 1990 selon lequel le nombre d'animateurs permanents est de 170 000, une autre source du ministère de la Jeunesse et des Sports citée par le même auteur évalue ce nombre à 346 000, dont 140 000 contrats précaires, en 1993. Jean-Pierre Augustin et Jean-Claude Gillet[4] estiment que le nombre d'animateurs se situe au-dessus de 150 000 dans les années 1990. Le résultat de notre étude[5], menée auprès d'une vingtaine d'équipements socioculturels, confirme que depuis une dizaine d'années, le nombre d'animateurs s'est multiplié au moins par deux.

La comparaison de ces chiffres montre qu'il est difficile d'évaluer le nombre exact d'animateurs permanents. Cela provient de ce que l'on est face à un champ professionnel qui bouge en permanence et qui a du mal à se structurer. Cet article trace, d'une part, les grandes lignes de ce mouvement et démontre, d'autre part, l'instabilité et la fragilité d'un métier qui s'inscrit au carrefour de multiples enjeux politiques et sociaux. Il met particulièrement l'accent sur l'animateur de quartier qui intervient dans les espaces de proximité où la distance entre les habitants et les institutions ne cesse d'augmenter. L'animateur apparaît, d'un côté, comme le représentant des pouvoirs publics et, de l'autre, comme un élément stabilisateur dans les conflits, un pacificateur interne à la communauté.

En outre, les données recueillies auprès de cent cinquante professionnels mettent en évidence que le métier d'animateur s'est fortement ethnicisé depuis les années 1980. Désormais, la gestion des dysfonctionnements ethniques et sociaux constitue l'objet principal de l'animation socioculturelle, alors qu'auparavant, celle-ci mettait au cœur de sa problématique la transformation de la société et l'épanouissement de l'individu par l'éducation et la culture. La mutation du positionnement des animateurs, celui de leurs publics et des institutions constituent ici l'objet de notre préoccupation.

Notre réflexion se concentre plutôt sur les animateurs de quartier qui mènent leurs actions dans des espaces de proximité où la présence des représentants des institutions est contestée par les jeunes, notamment par ceux issus de l'immigration. Notre démarche s'appuie sur l'observation d'une vingtaine d'équipements socioculturels de proximité implantés en région parisienne et sur une centaine d'entretiens effectués auprès des animateurs de quartier.

1. « Pourquoi le travail social ? », *Esprit*, n° 413, avril-mai 1972.

2. Poujol G., *Profession : animateur*, Privat, Toulouse, 1989.

3. Gillet J.-C., *Animation et animateurs*, L'Harmattan, Paris, 1995.

4. Augustin J.-P., Gillet J.-C., *Les annales de la recherche urbaine*, n° 88, décembre 2000.

5. Poyraz M., *Espaces de proximité et animation socioculturelle : pratiques des animateurs de quartier au croisement de multiples enjeux politiques et sociaux*, L'Harmattan, coll. « Le travail du social », Paris, 2003.

LA PROBLÉMATIQUE DE DÉPART

L'animation socioculturelle a émergé, en tant que profession, avec la construction massive de grands ensembles bouleversant la vie quotidienne des habitants. Les dynamiques d'ambiance spontanée de la rue, créées par la densité des relations humaines, disparaissaient, puisque la nouvelle conception de l'habitat supprimait la rue. Le processus de « la production de l'espace[6] » transformait l'habitant en un simple être rationnel qui devait mener ses activités dans plusieurs espaces distincts et fragmentés. La concentration massive d'individus détachés de leur lieu d'habitation usuel, dans des lieux sans histoire et sans âme, constituait une base pour l'apparition de nouveaux types de relations sociales. L'ambiance de l'animation, provenant de la solidarité de proximité, de l'ancrage et de l'enracinement des rapports sociaux dans des espaces appropriés, n'avait plus de sens dans ces nouveaux habitats sociaux. Comme le précisent Stéphane Beaud et Michel Pialoux : « Il existait aussi, hors de l'usine, ce qu'on peut appeler une "société ouvrière" qui permettait à ses membres de vivre dans un entre-soi protecteur et rassurant au sein duquel s'épanouissait une culture spécifique[7]. »

Le développement de l'animation socioculturelle s'inscrit dans cette même période, dans les années 1960, avec l'idée d'apporter des réponses à cette situation de diversification des espaces d'activités. Un des éléments essentiels de cette époque était la généralisation des activités de loisirs, sous une forme moderne, au sein de la population. Joffre Dumazedier précisait ceci : « En moins de cinquante ans, le loisir s'est affirmé, non seulement comme une possibilité attrayante, mais comme une valeur[8]. » Bien entendu, la diminution du temps de travail constitue l'élément fondamental pour comprendre le développement du loisir. Comme la fragmentation des espaces supprimait au fur et à mesure les activités de loisirs spontanées, la nécessité de fabriquer de nouveaux espaces d'activités s'est imposée. Les équipements socioculturels et sportifs se sont multipliés sous la pression de cette nécessité. Ainsi, les premiers animateurs professionnels sont apparus pour organiser, animer ces lieux d'activités, de loisirs et de culture.

Les animateurs de la première génération se sont appuyés sur leurs propres ressources éducatives, culturelles et sur leurs expériences militantes. En d'autres termes, le champ d'action des bénévoles et des militants politiques s'est transformé en espace professionnel et, par la même occasion, une partie des anciens militants sont devenus professionnels. Pierre Besnard souligne que l'animation socioculturelle est « la fille de l'éducation populaire[9] » et qu'elle a développé une perspective professionnelle avec la mise en place de multiples formations.

Les animateurs des années 1960 et 1970 proviennent « des classes moyennes », selon Albert Meister[10], point de vue largement partagé par

6. Lefebvre H., *La production de l'espace*, Anthropos, Paris, 2000 (1re éd. 1974).

7. Beaud S., Pialoux M., *Retour sur la condition ouvrière*, Fayard, Paris, 1999.

8. Dumazedier J., *Vers une civilisation du loisir ?*, Le Seuil, Paris, 1962, p. 19.

9. Besnard P., *L'animation socioculturelle*, Presses universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », n° 1845, Paris, 1980, p. 22.

10. Meister A., « Les animateurs », *Esprit*, n° 424, mai 1973, p. 1097.

Geneviève Poujol[11] et Jeannine Verdès-Leroux[12]. Ces mêmes auteurs confirment l'hypothèse selon laquelle les animateurs sont issus d'un milieu social privilégié par rapport à leur lieu d'intervention.

Depuis le début, l'animation socioculturelle est abordée à travers la problématique du travail social[13]. Cela constitue un paradoxe par rapport à l'esprit de l'éducation populaire, car cette dernière met au centre de ses préoccupations la transformation de la société par des initiatives éducatives, culturelles et politiques, alors que le travail social s'inscrit dans une logique de réparation des individus ayant des difficultés à vivre normalement dans la société. L'animation socioculturelle est prise entre une logique de réparation et une logique de changement. Ses actions étaient marquées au début par une dynamique éducative et culturelle. Progressivement, le poids du changement et de la création dans les domaines éducatif, culturel et relationnel a diminué en faveur d'un élargissement de l'aspect social[14].

> **Les données recueillies auprès de cent cinquante professionnels mettent en évidence que le métier d'animateur s'est fortement ethnicisé depuis les années 1980.**

Durant une vingtaine d'années (1960-1980), le champ de l'animation socioculturelle a vécu sa première période de structuration professionnelle par le biais de multiples formations mises en place avec l'appui de l'État. Les animateurs ont sans doute acquis des compétences dans le domaine de la gestion des équipements, de l'organisation des activités et dans celui des relations avec le public, mais leur statut professionnel restait incertain. Nous devons noter que la problématique des quartiers populaires était tout autre. D'une part, la présence des militants politiques et associatifs était perceptible et, d'autre part, la mixité sociale et ethnique existait encore. Le métier d'animateur n'était pas reconnu comme

11. Poujol G., *op. cit.*, p. 60.

12. Verdès-Leroux J., *Le travail social*, Minuit, Paris, 1978, p. 203.

13. Selon Michel Autès, l'animation fait partie de l'une des trois généalogies du travail social (*Les paradoxes du travail social*, Dunod, coll. « Action sociale », Paris, 1999, p. 36).

14. L'idée de changement social apparaît essentielle chez les animateurs de la première génération. « Être animateur est lié à une certaine conscience des inégalités sociales, culturelles et de la nécessité d'une évolution sociale allant dans le sens d'une égalisation », dit Michel Simonot pour souligner l'approche dominante chez les animateurs socioculturels (« Animation socio-éducative et culturelle. Animateurs : quels enjeux ? », *Revue des centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active*, numéro hors série, 1978).

un champ professionnel propre par l'État et les collectivités territoriales, mais les relations des animateurs avec leur public ne s'établissaient pas dans une logique de contestation et de rapports de force.

À partir des années 1980, plusieurs nouveaux facteurs sont intervenus et ont directement touché l'animation socioculturelle. D'une part, le phénomène de concentration des habitants d'origine immigrée dans certains secteurs de l'habitat social est devenu majeur, d'autre part, le départ des classes moyennes de ces mêmes lieux s'est confirmé. Étant donné que les logements sociaux avaient pour objectif de loger les jeunes couples, quelque temps après, la multiplication des enfants et des jeunes dans ces mêmes espaces est devenue un problème essentiel. Cela provient de ce que l'aménagement des espaces autour de l'habitat ne favorisait pas les activités quotidiennes des enfants et des jeunes.

Alors que la norme dominante chez les enfants et les jeunes appartenant aux classes les plus favorisées exigeait l'occupation du temps libre par des activités sportives, culturelles et éducatives, les enfants et les jeunes issus des classes populaires se voyaient enfermés dans un habitat social inapproprié. Tant qu'ils n'étaient pas en position de s'exprimer, leur mode de socialisation dans des plaques de béton ne suscitait aucun intérêt de la part des pouvoirs publics. Lorsqu'une génération arrive à l'âge de la jeunesse, elle exprime sa colère accumulée, dissimulée jusqu'alors et revendique le droit de vivre dans des conditions normales. La révolte du quartier des Minguettes dans l'agglomération lyonnaise durant l'été 1981 constitue un tournant aussi bien dans l'attitude des pouvoirs publics que dans le domaine de l'animation socioculturelle. Désormais, les jeunes issus de l'immigration vont marquer durablement le débat public.

L'accélération de la construction d'équipements socioculturels de proximité apparaît aux pouvoirs publics comme une réponse plus adaptée à cette question de la jeunesse du milieu populaire. Ainsi, le nombre d'animateurs de quartier se multiplie parallèlement à l'élargissement de leur champ d'action. La problématique de départ de l'animation se transforme sous la double contrainte des exigences des institutions et du positionnement revendicatif et critique des jeunes. L'équilibre envisagé au début entre le social, le culturel et l'éducatif n'a pas tenu longtemps. L'écart entre ces trois pôles est devenu une évidence. D'un côté, le culturel se concentre dans des lieux d'activités accueillant la population appartenant aux milieux aisés et de l'autre, le social fait son chemin en marge de la société. Désormais, les animateurs sont divisés en plusieurs tendances et chacune mène ses activités dans des espaces sociaux différents avec des outils d'intervention divers.

LE RAPPROCHEMENT DES ORIGINES SOCIALES

Comme nous l'avons souligné ci-dessus, les premiers animateurs socioculturels provenaient en majorité des classes aisées. Jeannine Verdès-Leroux, s'appuyant sur les chiffres des organismes de formation, précise que, en 1974, seuls 16,2 % des animateurs étaient issus du milieu ouvrier, 32,6 % d'un milieu de cadres et professions libérales et le taux des classes moyennes représentait 29,9 % de l'effectif[15]. On remarque que, depuis le début, la majorité des animateurs

15. Verdès-Leroux J., *op. cit.*, p. 203.

est de sexe masculin. Pierre Besnard précise que 78 % des animateurs sont des hommes. Cependant, il souligne « une féminisation progressive de la profession[16] ».

Les données recueillies auprès des animateurs de quartier confirment que l'origine sociale des animateurs se rapproche de celle de leurs publics. Le processus d'homogénéisation de l'origine sociale des professionnels est bien engagé dans le sens des milieux les plus démunis. 70 % des animateurs de quartier sont issus de familles ouvrières, seuls 15 % proviennent des classes moyennes, les 15% restants se situant entre ces deux catégories de la population (les enfants des petits commerçants, techniciens ou chefs d'atelier…)[17]. Ces chiffres mettent en évidence une forte prédominance des professionnels issus de familles ouvrières parmi les animateurs de quartier. La comparaison avec les chiffres des années 1970 démontre incontestablement l'évolution de l'origine sociale des animateurs. Cependant, il est difficile de généraliser cette tendance dans le domaine de l'animation culturelle. Nous pouvons uniquement dire que les actions culturelles attirent plus les professionnels issus des milieux aisés. L'étude faite par Emmanuel Jovelin[18] nous fournit des éléments de comparaison nous permettant de mieux cerner l'évolution de l'origine sociale des travailleurs sociaux. Selon l'auteur, les enfants d'employés et de cadres représentent un tiers de l'effectif, seuls 10 % des travailleurs sociaux proviennent de la classe supérieure, alors que 25 % sont issus de familles ouvrières. Ces chiffres concernant dans leur ensemble le champ du travail social sont en décalage par rapport à ceux établis dans le champ de l'animation de quartier. Ceux-ci démontrent clairement que les animateurs de quartier sont beaucoup plus proches de leurs publics, en termes d'appartenance sociale, que les éducateurs et les assistants sociaux.

> **« Les animateurs des années 1960 et 1970 sont issus d'un milieu social privilégié par rapport à leur lieu d'intervention.**

Parmi les faits marquants dans l'évolution de l'animation, il y a l'apparition d'animateurs issus de l'immigration et la rapidité avec laquelle leur nombre s'est accru. L'étude menée auprès d'une vingtaine d'équipements de proximité montre que les animateurs issus de l'immigration sont devenus majoritaires parmi les professionnels de l'animation de proximité. En fait, 57 % des effectifs se trouvent dans

16. Besnard P., *op. cit.*, p. 81.

17. Poyraz M., *op. cit.*, 2003, p. 99.

18. Jovelin E., *Les travailleurs sociaux d'origine étrangère : vocation ou repli professionnel ? Analyse sociologique d'un groupe professionnel*, thèse de doctorat, soutenue à l'université de Lille, janvier 1998.

ce cas. Nous avons même remarqué que, dans certains équipements, on ne trouve que des animateurs d'origine immigrée. Par exemple, sur la ville d'Évry, la quasi-totalité des animateurs des maisons de quartier est issue de l'immigration ; on observe le même phénomène avec les animateurs du quartier des Tarterêts à Corbeil-Essonnes et ceux des grands ensembles de Massy.

En nous appuyant sur nos observations sur une dizaine d'années, on peut dire que, à mesure que le niveau de concentration d'habitats sociaux augmente, le nombre d'animateurs d'origine immigrée fait proportionnellement de même. Lorsqu'il s'agit de postes de direction des équipements, le nombre d'animateurs issus de l'immigration diminue considérablement, ils ne représentent que 10 % des effectifs.

Si l'origine sociale et ethnique des professionnels a considérablement changé, le public visé par les animateurs également. De plus en plus d'animateurs d'origine populaire interviennent auprès des populations les plus démunies. Si nous mettons de côté pour l'instant le problème de la formation, il nous paraît évident que l'émergence de cette situation ne peut s'expliquer uniquement par la volonté de devenir animateur chez les jeunes du milieu populaire, ni par le désir des habitants d'avoir des professionnels du même milieu. La question est avant tout politique et institutionnelle[19]. Le regard porté par les pouvoirs publics sur la gestion de la question sociale et les espaces sociaux de proximité a donc une importance capitale.

En effet, la pratique professionnelle des animateurs se déroule dans un contexte paradoxal. Avec la mutation du champ d'intervention, les animateurs de quartier ont modifié leur façon d'aborder leur action. Étant donné que la maîtrise des contestations et des débordements est devenue le principal souci des collectivités territoriales, l'animation de quartier ne pouvait pas maintenir longtemps ses objectifs initiaux. La gestion des conflits et la régulation des débordements au nom des pouvoirs publics constituent désormais l'axe principal de l'animation. La mise en pratique de cette approche s'inscrit au croisement de plusieurs enjeux et engendre elle-même de nouveaux enjeux, aussi bien pour les habitants que pour les pouvoirs publics.

L'APPARITION DE NOUVEAUX ENJEUX

Depuis le début des années 1980, l'animateur de quartier se trouve au carrefour de plusieurs enjeux. Son intervention s'effectue dans un contexte historique conflictuel. La particularité provient de ce que les équipes d'animation ne se chargent pas seulement de développer une dynamique culturelle ou éducative, elles doivent avant tout régler des problèmes liés aux difficultés sociales et relationnelles. La population change, le contenu des actions se transforme, le contexte d'intervention devient extrêmement difficile, alors que le statut et la formation des intervenants restent identiques ou se dégradent. Il est vrai que le nombre des animateurs s'est accru, les stratégies d'intervention se succèdent avec les changements d'équipe, mais la stabilité et la cohérence dans l'action n'ont jamais vu le jour.

Pour vérifier ce constat, nous avons étudié l'évolution des pratiques des animateurs depuis une dizaine d'années, dans vingt établissements socioculturels de

19. Pour approfondir cette question, voir Poyraz M., « Animateur de quartier : un métier ethnique ? », *Panoramique*, n° 65, 2003, pp. 175-184.

proximité. Cette période s'étend à une vingtaine d'années pour certains. Les données recueillies auprès des jeunes utilisateurs des équipements et des professionnels mettent en évidence le fait que chaque équipement a connu en permanence dans son histoire des périodes de ruptures régulières et des pratiques contradictoires qui lui donnent une identité distincte. Ces mêmes données confirment que de nombreuses équipes d'animation se sont succédé pendant cette période sans avoir un projet commun[20]. En fait, l'instabilité, l'ambiguïté et la discontinuité caractérisent depuis une vingtaine d'années le champ de l'animation socioculturelle dans les espaces de proximité.

> **Les données recueillies auprès des animateurs de quartier confirment que l'origine sociale des animateurs se rapproche de celle de leurs publics.**

La pratique des animateurs est marquée par les paradoxes de cette histoire. Chaque animateur arrive dans un héritage professionnel inconnu, non assumé et difficilement capitalisable. Sur quoi s'appuie l'animateur pour exercer son métier ? Sans doute, sur l'histoire complexe de l'équipement dans lequel il travaille et sur sa propre histoire singulière. D'un côté, on peut dire que l'histoire de l'établissement recommence avec l'arrivée de chaque nouvelle équipe d'animateurs, alors que pour l'animateur, ce n'est qu'une étape dans la construction de son identité professionnelle. Même les animateurs ne s'inscrivent pas dans une certaine continuité, leurs publics restent comme des acteurs principaux de l'histoire des équipements et, à ce titre, ils capitalisent la connaissance concernant le fonctionnement de ces établissements à leur façon. Chaque expérience, vécue

20. Le responsable d'une maison de quartier souligne d'une manière pertinente l'absence d'un projet commun, voire la confusion et la contradiction entre les projets qui se succèdent :

« En octobre 1997, une nouvelle équipe d'animation s'est constituée au sein de la maison de quartier X. Dans un premier temps, la tâche des animateurs a été de restructurer un lieu en proie depuis plus de deux ans à des déviances multiples, générées par l'attitude d'un ancien responsable de la structure et par l'indifférence de la ville par rapport à cette situation.

La mise en place nécessaire de nouvelles règles, venant rompre avec la démagogie initiale, n'a pas été sans provoquer des réactions hostiles parmi certains jeunes. Ces jeunes ayant en moyenne une vingtaine d'années, voire un peu plus, représentaient un nombre restreint par rapport à l'ensemble de la population de la maison de quartier (six à huit environ) mais suffisamment important pour perturber le fonctionnement de la structure. Ceux-ci, s'étant vu octroyer, par le passé, différents privilèges, ont difficilement supporté le chamboulement de leurs habitudes qui constituaient, à leurs yeux, un acquis imprescriptible. Pendant une période de six mois environ, des conflits entre les jeunes en question et les animateurs se sont enchaînés successivement. Nous vivions dans un climat d'insécurité où la violence pouvait surgir à tout moment, pour tester notre capacité de réaction. Face à cette pression, notre position a été empreinte de fermeté et dictée par un sentiment de survie. L'alternative était claire : c'était eux ou nous. »

par les animateurs comme un passage dans un lieu de travail donné, ne constitue qu'une étape dans leur parcours professionnel, alors que les jeunes considèrent cette étape comme l'un des éléments constituant le processus dans lequel ils s'impliquent durant longtemps. C'est la raison pour laquelle le public jeune s'impose de façon incontournable dans le fonctionnement des équipements socioculturels de proximité. Et ce, au sein des établissements : autour de ceux-ci, les jeunes issus de l'immigration instaurent également une domination qui laisse peu de place aux représentants des pouvoirs publics.

Au fond, ces jeunes sont demandeurs d'activités et d'espaces de loisirs. Souvent, ces demandes s'expriment d'une manière contestataire et provocatrice. « Si on ne bouge pas, il s'en fout de nous, pour dire qu'on est là, on est obligé de faire des choses. Peut-être, c'est mal vu, mais si on ne casse pas on n'a rien, si on demande gentiment ils nous envoient balader », dit un jeune, qui fréquente depuis quelques années une maison de quartier, pour expliquer l'attitude des jeunes vis-à-vis des représentants des pouvoirs publics. En même temps, on remarque que lorsque l'on répond favorablement à leurs demandes, ils ne s'arrêtent pas là et l'on passe à l'étape de la dégradation. Au départ, c'est l'absence d'équipement qui engendre les revendications et les tensions, ensuite c'est la présence de celui-ci qui devient une source de conflit entre les jeunes et les animateurs.

En fait, dans la plupart des cas, l'animateur se trouve face à un public d'usagers de l'équipement ambivalent. D'une part, il exige de faire « des choses concrètes » et, d'autre part, les activités mises en place par les animateurs sont considérées comme « nulles » par ce même public. « On leur demande de faire des propositions, soit ils ne proposent rien, soit ils répètent les projets que nous essayons de faire vivre ; autrement, ils ne demandent que des activités de consommation. Du coup, on souffre d'inaction et on nous accuse d'être incapables d'animer l'équipement. Les jeunes nous demandent des comptes à chaque fois. "Tu es payé pour ne rien faire", disent les jeunes pour nous accuser, pour nous coincer », disait un animateur de quartier pour souligner ce paradoxe de leur cadre de travail.

Les animateurs formés[21] tentent de reproduire les normes habituelles d'un équipement socioculturel implanté dans des espaces sociaux dominés par les classes moyennes, alors que les normes de socialisation des jeunes du milieu populaire ne sont pas toujours compatibles avec ce type de fonctionnement marqué par une logique d'organisation rationnelle du temps et des espaces. Contrairement à l'exigence d'une organisation rationnelle, la pratique quotidienne des jeunes du milieu populaire, notamment celle de ceux issus de l'immigration, s'appuie sur une logique de spontanéité et de rejet des normes d'organisation et de gestion des espaces-temps. L'animateur oscille en permanence entre ces deux logiques et développe des stratégies en fonction de ses ressources théoriques, de ses expériences professionnelles et de sa trajectoire personnelle. Certains s'approprient les discours des jeunes et s'adaptent aux normes dominantes chez les jeunes issus de l'immigration, au prix de l'abandon des exigences de leur profession.

21. Nous utilisons exprès ce terme pour souligner la diversité de parcours des animateurs et la présence de nombreux professionnels sans aucune formation. Car la pratique des animateurs diplômés et celle des sans diplôme diffèrent.

D'autres s'en remettent strictement aux règles institutionnelles consistant à organiser les espaces d'activités d'une manière rationnelle, au risque d'exclure du processus tous ceux qui n'arrivent pas à entrer dans ce système complètement formalisé. Une autre tendance privilégie la recherche d'un espace intermédiaire entre ces deux extrêmes. La création d'une zone d'influence partagée constitue le point fort de cette tendance. Cela nécessite un espace d'intervention négocié et non dominé par l'une des parties. Dans cette configuration, l'animateur se positionne comme porteur de valeurs communes et consensuelles et acquiert une certaine autonomie. Le développement de cette approche n'est permis que jusqu'à un certain point, au-delà, cela risque de créer un contrepoids et de mettre en cause l'attitude des pouvoirs publics.

> **La gestion des conflits et la régulation des débordements au nom des pouvoirs publics constituent désormais l'axe principal de l'animation.**

Les stratégies développées par les professionnels de l'animation ne peuvent pas être comprises si l'on ne tient pas compte de ce qui se passe du côté des institutions politiques et administratives. En fait, ce sont des stratégies adoptées par les pouvoirs publics qui tracent le contour et les limites des actions des équipes d'animateurs. Les données recueillies auprès de professionnels[22], du public et des institutions locales nous permettent de dire que l'instabilité et la confusion viennent, avant tout, des institutions politiques locales. Ces mêmes données confirment le fait que la politique d'animation de quartier ne s'appuie pas sur une réflexion approfondie de la part des pouvoirs publics locaux. Celle-ci est plutôt alimentée par l'idée de maintenir les difficultés sociales et les conflits qui en découlent, avec les outils d'intervention régulateurs inventés au coup par coup, sous le feu des pressions sociales. Malgré le consensus affiché dans les discours des représentants des pouvoirs publics concernant les projets culturels, éducatifs et sociaux, dans la plupart des cas, la stratégie institutionnelle consiste à trouver les moyens d'intervention pour calmer le jeu dans les espaces de proximité où les contestations désordonnées et sans perspectives provoquées par les jeunes sont devenues imprévisibles et incontrôlables. Lorsque l'objectif principal devient la régulation des rapports sociaux dans la proximité, en mobilisant des éléments stabilisateurs et neutralisants, les pouvoirs publics concentrent toute leur énergie sur l'immédiat, sur tout ce qui paraît urgent et oublient ainsi de s'inscrire dans une perspective longue.

22. Ces informations ont été recueillies auprès d'une centaine d'animateurs de quartier et complétées par nos observations effectuées dans une vingtaine d'équipements socioculturels de proximité situés en région parisienne.

Les animateurs de quartier souffrent d'un manque de projets cohérents et durables concernant leur champ d'action. Les actions mises en place au coup par coup, sans vision globale, avec des professionnels sans formation et sans expérience, accentuent les difficultés sur le terrain. Les professionnels les plus qualifiés désertent le champ de l'animation et le métier d'animateur s'installe dans la précarité avec des professionnels non reconnus et sans statut valorisant. La fréquence des changements de lieu de travail et la recherche permanente d'une autre issue que l'animation ne fait qu'aggraver leur démotivation. Les animateurs interrogés expriment sans ambiguïté la précarité de leur situation professionnelle et leur désespoir sur l'avenir de leur métier.

MOBILITÉ ET RECHERCHE DE RECONNAISSANCE

Voici quelques idées fortes qui reviennent dans les discours des animateurs de quartier : manque de reconnaissance, sentiment de solitude, manque de formation, résultat exigé dans l'immédiat, pression du public, extrême diversité des champs d'intervention, manque de cadre et de visibilité…

Le contexte de travail des animateurs pose des difficultés considérables qui ont des conséquences incontestables sur la résistance des professionnels. La première difficulté vient du fait qu'ils exercent leur métier dans des espaces déjà investis par des groupes de jeunes hostiles à toute intervention extérieure. Les efforts consacrés à l'acquisition d'une certaine légitimité absorbent souvent toute l'énergie de l'animateur et celui-ci se trouve dans une situation où il ne peut exercer le métier pour lequel il a été engagé. Savoir se positionner en tant que professionnel dans un espace déjà investi suppose une habileté remarquable de la part des animateurs, alors que la plupart des intervenants sont souvent inexpérimentés et mal équipés.

La deuxième difficulté est liée à l'absence d'appuis institutionnels et à un sentiment de solitude. Être en situation de conflit en permanence pousse les animateurs à chercher soutien et protection auprès des pouvoirs publics et de la population. Dans la majorité des cas, soit ils ne sont pas entendus, soit, avant que la demande ne trouve une réponse, la résistance des professionnels arrive à son extrême limite et ils abandonnent le terrain. Dans certains cas, ils résistent en s'appuyant sur leurs ressources personnelles et professionnelles et trouvent une stratégie adaptée à la situation. Le côté militant de l'animateur émerge souvent dans ces circonstances problématiques. En règle générale, les professionnels trouvent inutile de se lancer dans une aventure, dans une guerre au nom des pouvoirs publics qui restent insensibles à leur statut précaire et non reconnu. Comme le précise Alain Fourest dans son rapport sur *L'avenir des centres sociaux* (1998), « la difficulté de la fonction nécessitant un engagement total n'est pas en rapport avec le statut ». « On est des ralentisseurs des mécontentements et des frustrations des jeunes des quartiers, on est des cibles plus proches et facilement accessibles », disait l'un des animateurs interrogés.

Un autre animateur exprimait le même sentiment d'une autre manière : « Les difficultés sont liées à la conjoncture sociale du lieu de travail ; souvent dénigré, l'animateur se trouve au plus près de la population. Pour les habitants, il peut être considéré comme un paillasson et par l'employeur comme un fusible près du terrain. »

Ces remarques reflètent un sentiment commun dominant chez les animateurs de quartier concernant leur pratique professionnelle. Celui-ci est complété par d'autres réflexions ancrées dans le champ de l'animation.

Tous ces éléments nous aident à comprendre la complexité des conditions de travail des animateurs de quartier et leur mobilité. En fait, l'imprécision des contours du métier, en termes statutaires et en termes de capitalisation des expériences sous une forme théorique pour faciliter la pratique des professionnels, engendre un phénomène de démobilisation et d'inefficacité chez les animateurs de quartier. La fréquence des changements de lieu de travail et la recherche permanente d'une issue vers un autre métier plus reconnu en témoignent. Selon les résultats de l'étude citée[23], la « durée de vie » d'un animateur dans un lieu ne dépasse pas un an et demi. La même étude montre que, dans certains lieux, cette période ne dépasse pas quelques mois, voire quelques jours. Dans ce contexte, il est rare de voir un animateur sur un même lieu de travail au-delà de deux ou trois ans. Nous avons compté uniquement sur une ville le passage de quatre-vingt-dix-sept animateurs en dix ans (1992-2002). Sur cette même ville, il existait sept postes d'animateurs pour cinq maisons de quartier, alors qu'aujourd'hui, on en compte dix-sept. On observe à peu près le même mouvement dans toutes les villes. Autrement dit, si les postes d'animateur ont presque été multipliés par deux en dix ans sur les équipements socioculturels de proximité, ce n'est pas pour autant que leur cadre de travail s'est amélioré. Au contraire, le niveau de confusion et d'instabilité dans le champ professionnel s'est considérablement accentué.

Dans l'esprit de l'animation socioculturelle, l'essentiel était d'apporter des connaissances aux couches populaires à partir d'actions éducatives, culturelles et politiques dans le sens le plus large du terme[24], alors qu'aujourd'hui, les intervenants eux-mêmes ont des difficultés à effectuer cette mission. Ainsi, les animateurs socioculturels se trouvent éloignés de la problématique initiale et s'approprient de plus en plus les préoccupations du travail social classique, c'est-à-dire la réparation de la société, sans pour autant avoir le minimum de formation requis. Intervenir dans un espace instable nécessite inévitablement un point d'appui constant. Mener des actions auprès des jeunes en difficulté avec des professionnels en difficulté ne fait qu'aggraver la confusion.

23. Poyraz M., *op. cit.*, 2003.

24. Jean-Marie Mignon cite une définition donnée par un groupe de travail, constitué au secrétariat d'État auprès du premier ministre, chargé de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs en février 1969, qui précise clairement la problématique de l'animation socioculturelle : « Le travail de l'animateur doit permettre aux individus et aux groupes de participer au mouvement de la civilisation et à la vie sous toutes ses formes pour s'y adapter et pour les contester en vue de les transformer » (*Le métier d'animateur*, Syros, coll. « Alternatives sociales », Paris, 1999, p. 12).